

Délibération n° 32-12-20

Nombre de Membres

En exercice :	25
Présents :	13
Pouvoirs :	8
Votants :	21
Absents :	4

Nombre de Voix

Voix :	29
Pour :	29
Contre :	0
Bulletin blanc :	0
Abstention :	0

**Objet : Débat d'Orientation
Budgétaire 2021 (DOB).**

**Extrait du registre des délibérations du
Syndicat Mixte du Bassin de l'Or**

Séance du 17 Décembre 2020

Le dix-sept décembre deux mille vingt à dix-sept heures trente, le Conseil Syndical, dûment convoqué le 11 décembre 2020, s'est réuni à Saint-Aunès, salle polyvalente, sous la Présidence de Claude **BARRAL**.

Le Président procède à l'appel nominal et constate que le quorum est atteint, conformément aux statuts du Symbo qui prennent en compte les procurations. La séance est ouverte à 17 h 30.

MEMBRES PRESENTS

Conseil Départemental de l'Hérault

M. Claude **BARRAL**
M. Yvon **PELLET**

Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or

M. Gérard **GRABIEL**
M. Bernard **GANIBENC**
M. Fabrice **PECQUEUR**
M. René **CHALOT**
M. Christian **JEANJEAN**

Communauté de Communes du Pays de Lunel

M. Florian **TEMPIER**
M. Jean-Michel **ROUX**
M. Michel **CRECHET**
Mme Marie **PELLET LAPORTE** (suppléante – remplace M. Fabrice **FENOY**)

Montpellier Méditerranée Métropole

Mme Véronique **NEGRET**
M. Bruno **PATERNOT**

MEMBRES AYANT DONNE PROCURATION

Conseil Départemental de l'Hérault

Mme Véronique **CALUEBA RIZZOLO** (procuration à M. Jean-Michel **ROUX**)
Mme Dominique **NURIT** (procuration à M. Claude **BARRAL**)

Agglomération du Pays de l'Or

M. Jean **ORTEGA** (procuration à M. Christian **JEANJEAN**)

Communauté de Communes du Pays de Lunel

M. Hervé **DIEULEFES** (procuration à M. Michel **CRECHET**)
M. Jean-Jacques **ESTEBAN** (procuration à M. Jean-Michel **ROUX**)

Montpellier Méditerranée Métropole

Mme Jackie **GALABRUN BOULBES** (procuration à M. Bruno **PATERNOT**)
M. Geniès **BALAZUN** (procuration à Mme Véronique **NEGRET**)

Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup

M. Jean-Claude **ARMAND** (procuration à M. Bernard **GANIBENC**)

Délibération n° 32-12-20

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2312-1,

CONSIDERANT qu'un débat sur les orientations générales du budget est obligatoire dans les collectivités de 2 500 habitants et plus,

CONSIDERANT que ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront inscrites dans le cadre du Budget Primitif,

CONSIDERANT que le débat doit se tenir dans les deux mois précédant l'examen du Budget Primitif,

Les membres du Comité Syndical, sur le rapport de Monsieur le Président :

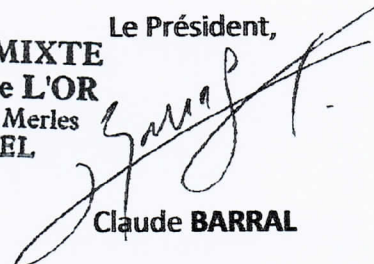
PRENNENT ACTE des principales lignes directrices qui guideront l'action et le projet du Budget Primitif 2021 qui sera présenté au plus tard le 17 février 2021.

Le Débat d'Orientations Budgétaires 2021 est à présent ouvert et suit un large débat.

Conformément à la réglementation, le débat est clos sans vote.

Fait à Lunel, le 17 décembre 2020

Le Président,
**SYNDICAT MIXTE
du BASSIN de L'OR**
130, chemin de Merles
34400 LUNEL



Claude **BARRAL**

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Symbo

gestion de l'eau

biodiversité

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2021

Décembre 2020

- + Conseil départemental
de l'Hérault
- + Communautés
de communes :
Grand Pic St-Loup
Pays de Lunel
- + Communauté
d'agglomération Pays de l'Or
- + Montpellier Méditerranée Métropole



syndicat
mixte du
bassin de l'Or

Sommaire

1	Perspectives d'actions 2021	1
1.1	Perspectives concernant les missions qui entrent dans le bloc général des compétences transférées au Symbo (HORS GEMAPI).....	1
1.2	Perspectives concernant les opérations réalisées dans le cadre des conventions de délégation GEMAPI.....	6
2	Perspectives budgétaires pour 2021	8
2.1	Masse salariale.....	8
2.2	Cotisation des cotisations des membres :	9

L'article L-2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, dispose que les établissements publics assimilés à des communes de plus de 3.500 habitants sont dans l'obligation de débattre sur les orientations budgétaires dans les deux mois qui précèdent le vote du budget.

Le présent rapport figure les orientations budgétaires pour l'exercice 2021 afin que celles-ci soient débattues par le Comité Syndical du Symbo.

1 Perspectives d'actions 2021

2021 se place dans la continuité de la récente réorganisation des actions du Symbo instaurée en 2020 avec la délégation de compétences GEMAPI par les EPCI membres du Symbo. Cette organisation distingue désormais :

- les actions qui font partie du bloc général des compétences statutaires du Symbo transférées par ses membres (HORS GEMAPI);
- et celles qui relèvent de la GEMAPI et qui sont traitées dans les conventions bilatérales entre chacun des EPCI membres et le Symbo.

Ainsi, en fonctionnement, il est proposé que le Symbo poursuivre les actions menées dans le cadre de la préservation de la ressource en eau, la gestion et restauration des milieux aquatiques, la préservation de la biodiversité comme au titre de la prévention des inondations.

Les actions d'investissement envisagées pour 2021 s'inscrivent essentiellement dans l'exercice de la compétence GEMAPI déléguée par la Communauté de Communes du Pays de Lunel.

Les propositions pour le DOB 2021 sont les suivantes :

1.1 Perspectives concernant les missions qui entrent dans le bloc général des compétences transférées (HORS GEMAPI)

Eau & Milieux aquatiques

POLITIQUE GLOBALE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES À L'ECHELLE DU BASSIN VERSANT

- **BILAN ET EVALUATION PROSPECTIVE DU CONTRAT DE BASSIN VERSANT :**

Le Contrat du Bassin de l'Or s'est officiellement terminé le 31/12/2019 et une phase de bilan - évaluation prospective s'est ouverte début 2020. Cette mission fait l'objet d'une prestation confiée au bureau d'études Acteon et le Comité du Bassin de l'Or (ex COPIL Contrat) s'est réuni en février 2020 pour engager cette nouvelle phase d'évaluation.

Cette démarche porte sur l'ensemble des enseignements à tirer de ce 1er Contrat de Bassin et aura pour enjeux de faire émerger, dans le cadre d'une concertation élargie, les perspectives et démarches à engager pour les années futures.

Cette concertation sera menée au travers de l'instance de gouvernance du Comité du Bassin de l'Or qui nécessitera en 2021 une phase d'animation et d'échanges accrue pour bien partager le bilan et l'évaluation du programme passé, et faire émerger une stratégie partagée pour la programmation des années à venir : sous l'impulsion du Symbo, le territoire doit-il s'engager vers un nouveau Contrat ? Doter le Bassin de l'Or d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux ? Si oui, dans quel(s) calendrier(s) ?...

RECONQUETE DE LA QUALITE DE L'EAU

• POURSUITE DE L'ETUDE LAGUNE : PHASE 2 (2019-2021)

L'étude du fonctionnement de la lagune, considérée prioritaire, a été programmée dans le cadre du Contrat de bassin et à ce titre, elle bénéficie d'un financement de 80% de l'Agence de l'Eau pour ses 2 phases :

La première phase a apporté des éléments de compréhension concernant le fonctionnement hydrodynamique de l'étang de l'Or (bilans hydriques, courants, en fonction de la météo et des apports extérieurs) ainsi qu'une hiérarchisation des apports d'eau, de sel et de nutriments entre les différentes sources (cours d'eau nord, sous-bassin Est, canal du Rhône à Sète). Menée avec l'Ifremer et des bureaux d'études spécialisés (Hydriad, Poséidon), les résultats ont été publiés en 2019.

La seconde phase concerne le devenir des nutriments dans l'étang de l'Or ainsi qu'une recherche de précision sur les origines des apports issus du sous-bassin Est qui transitent par la canalette (apports du Canal de Lunel, cumulant les Dardaillons et d'autres apports urbains et agricoles).

La recherche de ces sources de nutriments a donné lieu à des campagnes de mesures (prestataire Hydriad) pendant plus d'un an, qui se terminent fin 2020 : leur interprétation est en cours.

Sur décision du Comité Syndical (03/07/2019), le Symbo a également recruté une chargée d'étude pour la modélisation du devenir de ces nutriments dans l'étang : Lucille Picard a rejoint l'équipe du Symbo en 2020 pour une durée de 18 mois (fév 2020 – août 2021), elle est accueillie dans les locaux de l'Ifremer. Elle produit des simulations avec l'outil GAMELag, qui seront discutées en Commission Lagune début 2021 (février).

• POURSUITE DE L'ANIMATION SUR LES POLLUTIONS DIFFUSES

- Actions agroenvironnementales en cours, perspectives pour les années futures

Le Symbo a mené en 2020 des actions fortes en matière d'actions agroenvironnementales marquées notamment par un programme de communication auprès du grand public visant à valoriser les actions environnementales de la profession agricole locale. Il en a découlé 4 événements de communication en 2020 (1 par EPCI) et la réalisation d'un film de 10 min accessible depuis notre site internet.

En parallèle, des projets d'aires collectives agricoles de lavage se sont concrétisés et l'animation sur les aires de captages se poursuit.

Face à cette dynamique locale désormais engagée sur le bassin de l'Or, l'animation agroenvironnementale du Symbo ne s'impose pas comme une priorité pour l'année 2021 en lien également avec la fin de programmation des aides publiques européennes (programme FEADER 2014-2020). L'année 2021 est d'ores et déjà annoncée comme une année blanche qui ne permettra pas d'espérer des financements en faveur de contrats signés par les agriculteurs (type MAEC...). Il est donc proposé que cette animation du Symbo demeure en retrait en 2021, avant de se redévelopper plus fortement les années suivantes.

- Renforcer l'animation du Symbo sur les pollutions diffuses urbaines

Le Symbo a mené depuis 2012 une animation facilitant le zéro pesticide dans les espaces publics (Vert Demain sur le Bassin de l'Or), qui a porté ses fruits puisque cette problématique est désormais assez largement maîtrisée sur notre bassin versant (labellisations « Charte zéro pesticide » voire « Terre Saine »). Par ailleurs, les pollutions issues du ruissellement urbain ont été estimées lors de l'étude 2017-2018 ; cette étude a abouti à la création de 15 recommandations de l'EPTB aux collectivités compétentes sur le pluvial, pour réduire les transferts de nutriments et d'autres polluants.

En 2021, il est proposé de développer l'animation du Symbo auprès des maîtres d'ouvrage appropriés pour faire émerger des projets de réduction des pollutions diffuses urbaines parvenant à nos cours d'eau et l'étang de l'Or.

GESTION ET RESTAURATION DES MILIEUX AQUATIQUES

- POURSUITE DE LA PRESTATION D'EVALUATION DES EFFETS DES TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA VIREDONNE ET DU DARDAILLON**

Cette étude, validée en comité syndical en date du 12 décembre 2018, et cofinancée par l'Agence de l'eau et la Région, a été lancée début 2019 avec le recrutement d'un bureau d'études, ECCEL Environnement. Celui-ci est en charge de suivis pluriannuels (de 2019 à 2021) sur le terrain de deux tronçons réaménagés, l'un sur Pays de l'Or et l'autre sur le Pays de Lunel. Ces suivis visent à évaluer les effets sur le milieu des travaux de restauration menés. Un comité de suivi restituant les résultats des suivis de 2020 aura lieu en début d'année 2021. Les livrables finaux sont attendus début d'année 2022.

- LANCEMENT D'UNE PRESTATION D'EVALUATION DES EFFETS DES TRAVAUX DE RESTAURATION DU SALAISON**

A l'instar de ce qui a été mis en place pour évaluer les travaux de restauration de la Viredonne et du Dardaillon, et selon les attentes de l'Agence de l'eau, il est proposé de lancer en 2021 des suivis pluriannuels post-travaux du Salaison. Bénéficiant du retour d'expériences sur la Viredonne et le Dardaillon, le Symbo envisage d'étendre ces suivis sur une période plus longue de 8 à 10 ans, quitte à ne réaliser certains suivis que tous les 3 ou 5 ans. Un cahier des charges est en cours d'élaboration. La demande de subvention serait à déposer en début d'année 2021 pour un début de prestation souhaité à l'été.

- POURSUITE DE L'ETUDE STRATEGIQUE DE GESTION DES ZONES HUMIDES DU BASSIN DE L'OR**

Cette étude a été programmée dans le cadre du Contrat de bassin et à ce titre, elle bénéficie d'un financement de 80% de l'Agence de l'Eau. Le comité syndical du 3 juillet 2019 a donné son accord de principe pour lancer cette étude qui a démarré, après obtention des financements et consultation, en mars 2020. Celle-ci consiste en l'élaboration d'un plan de gestion stratégique des zones humides à l'échelle du Bassin de l'Or. D'une durée de 6 ans, celui-ci a pour objectif de se donner collectivement des éléments clés pour la gestion et la préservation des zones humides, en définissant en particulier les priorités d'actions. L'approche est essentiellement géomatique (analyse cartographique), et basée sur un espace plus large que les éléments qui composent les zones humides (étang, mare, ...) pour rendre compte de leur fonctionnement. Seront également caractérisés les services rendus par ces zones humides et les éventuelles pressions qui s'y exercent pour identifier des leviers d'actions à large échelle pour leur conservation. En raison de la crise sanitaire, il n'a pas été possible d'organiser des réunions d'information et de concertation avec les élu(e)s du territoire en 2020, lesquelles seront à programmer au moins pour deux d'entre elles dans le premier semestre 2021. Elles viseront à présenter au territoire les objectifs de l'étude et ses principes méthodologiques, les premiers résultats concernant l'identification des enjeux et priorités d'actions, et plus tard dans l'année à élaborer de façon concertée une stratégie globale et un programme d'actions. Il est proposé de tenir ces réunions sous le format de la Commission « Rivières » qui deviendrait Commission « Milieux aquatiques » ou « Rivières & Zones humides ».

- ETUDE PREALABLE A LA RESTAURATION DU BERANGE ET DE LA CADOULE**

Cette étude a été programmée dans le cadre du Contrat de bassin et à ce titre, elle bénéficie d'un financement bonifié de 80% de l'Agence de l'Eau.

L'objectif de cette étude est de poursuivre l'action « pilote » engagée sur la restauration des cours d'eau du Bassin de l'Or (sur la Viredonne et le Dardaillon puis le Salaison) par un projet de renaturation de ces deux cours d'eau principaux du bassin versant. Elle permettra de définir une stratégie d'intervention et un programme de renaturation. Le comité syndical du 3 juillet 2019 a donné son accord de principe pour lancer cette étude. Après obtention des subventions et consultation, la prestation a été notifiée début septembre 2020 au bureau d'études ARTELIA. La phase d'état des lieux/diagnostic est en cours de réalisation. Un comité de pilotage pourra être envisagé au printemps 2021 pour présenter les résultats de cette première phase.

L'étude prévoit ensuite une 2ème phase de définition d'une stratégie de restauration (objectifs, enjeux) suivie d'une phase 3 de définition d'un programme d'actions. Cela devrait nous porter en fin d'année 2021.

Prévention des inondations

PREVENTION DES INONDATIONS

- POURSUITE DE L'ANIMATION DU PAPI (PROGRAMME D'ACTIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS) :

Il est proposé de poursuivre l'animation de la mise en œuvre du PAPI complet 2019-2024, financée à hauteur de 40% par l'Etat dans le cadre de la convention financière signée le 19 décembre 2018 à Mauguio. Une augmentation du taux de financement à hauteur de 50% pour cette animation pourrait être attendue pour l'année 2021 (discussions nationales en cours).

L'année 2021 sera essentiellement consacrée à la poursuite des actions de sensibilisation au risque d'inondation et à la coordination des études de conception technique et réglementaires des actions structurelles engagées par les EPCI ou déléguées au Symbo dans le cadre de la GEMAPI.

Cette animation sera désormais portée par un nouvel agent qui rejoindra l'équipe du Symbo au 1^{er} janvier 2021 en remplacement de la chargée de mission PAPI suite à sa mobilité interne sur le poste de Direction par interim, du fait du congé longue maladie de M. DONNAT.

- POURSUITE DES ACTIONS DU PAPI PORTEES EN MAITRISE D'OUVRAGE SYMBO

L'année 2021 permettra également d'engager les diagnostics de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations sur une dizaine de communes du bassin versant.

Concernant l'anticipation des crues et l'alerte, 2021 sera consacré au déploiement sur le bassin versant d'un réseau de mesures constitué d'une vingtaine de stations de télémessures permettant d'anticiper localement la montée des eaux. A terme ce dispositif permettra de prévenir les gestionnaires de crise et les citoyens par un système local d'alerte.

La programmation 2021 proposée pour les opérations inscrites au PAPI à mener en maîtrise d'ouvrage directe du Symbo intègre ainsi les actions suivantes :

- ✓ Poursuite du volet animation et sensibilisation :

- Animation du PAPI
- Formation des acteurs locaux aux exercices de crise
- Poursuite de la sensibilisation scolaire au risque d'inondation
- Finalisation de la pose réglementaire des repères de crues et réflexion sur l'élaboration de panneaux pédagogiques en lien avec ces repères/
- Animation et mise à jour de la SLGRI (Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation) pour la mise en œuvre locale de la Directive Européenne sur les inondations.

- ✓ Prévion des crues :

- Finalisation de l'étude de faisabilité d'un système de prévion des crues
- Mise en œuvre d'un réseau de mesures dans le cadre d'un système local de prévion des crues sur le bassin de l'Or

- ✓ Intégration du risque dans l'aménagement du territoire

- Poursuite de l'accompagnement des communes pour la mise à jour de leur Plan Communal de Sauvegarde, Plan Local d'Urbanisme...
- Formulation d'avis hydrauliques sur les projets d'aménagement

- ✓ Réduction de la vulnérabilité des bâtis :

- Communication et lancement des diagnostics de réduction de la vulnérabilité des bâtis

- ✓ Travaux de protection contre les crues

- Lancement de la maîtrise d'œuvre des opérations de sécurisation des digues classées de Lunel-Viel et Saint Nazaire de Pézan par délégation de la CCPL (cf. §1.2 ci-après)

Biodiversité

PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE

• NATURA 2000

Les financements (100 % à hauteur d'un mi-temps par l'Etat et l'Europe) pour la mise en œuvre du DOCOB des sites Natura 2000 « Etang de Mauguio » ont été acquis pour la période du 1er avril 2020 au 31 décembre 2021. L'année 2021 sera consacrée à la mise à jour de la cartographie des habitats naturels d'intérêt communautaire selon une approche expérimentale basée sur des techniques de télédétection automatisées fines croisées avec des relevés de végétation sur le terrain.

Cette opération « pilote », menée avec l'appui de la DREAL Occitanie, a été mutualisée par souci d'économie avec le Syble, animateur des sites Natura 2000 « Etangs palavasiens ». Les relevés de terrain ont été confiés à l'antenne de Montpellier du Conservatoire Botanique National, et la cartographie par analyse automatisée d'images satellites au bureau d'études I-Sea, bureau d'études à l'origine de la méthode. La rédaction et mise en page des documents finaux seront réalisées en régie, en plus des missions courantes (veille environnementale, appui auprès des maîtres d'ouvrage pour l'élaboration des évaluations des incidences Natura 2000, sensibilisation, etc.) exercées par la chargée de mission Natura 2000.

La crise sanitaire n'ayant pas permis cette année de réunir sereinement le COPIL Natura 2000 (bilan des activités 2019), il est prévu d'organiser en début d'année 2021 une séance (bilans des activités 2019 et 2020), laquelle sera organisée par les Services de l'Etat (DDTM de l'Hérault) pour cause de réélection du Président du COPIL (nouvelle disposition prévoyant le renouvellement de l'élection des Présidents de COPIL Natura 2000 tous les trois ans).

LES AUTRES ACTIONS ENVISAGEES

sont dans la continuité des missions réalisées en 2020 :

- Gestion des ouvrages : entretien de Tamariguières
surveillance porte de Carnon
- Suivis physico-chimiques mensuels de l'étang de l'Or,
- Suivi des Cistudes
- Actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement
- Analyse des différents dossiers réglementaires et formulation d'avis
- Préparation, organisation et suivi des Bureaux et Comités Syndicaux

Etudes & Suivis

Ouvrages hydrauliques

Communication & Sensibilisation

INVESTISSEMENT IMMOBILIER : REAMENAGEMENT DES LOCAUX

Lors de sa séance du 3 juillet 2019, le Comité Syndical a approuvé le principe de réaménagement des locaux du Symbo dans la perspective du renforcement de l'équipe (avec l'arrivée du chargé d'opération GEMAPI) et dans l'objectif de bénéficier d'un agencement de l'espace mieux adapté aux nouveaux besoins du Symbo. Cette solution a en effet été jugée financièrement plus avantageuse que la recherche de nouveaux locaux induisant un loyer plus élevé.

Sur la base de devis, l'enveloppe prévisionnelle était chiffrée à 45 000 € comprenant l'ensemble des postes (redistribution des bureaux y compris les frais de peinture, la climatisation, les réseaux informatiques, la rénovation du sol).

Une subvention exceptionnelle de 30 000 € a été attribuée par le Département.

En parallèle, un renouvellement du bail a été envisagé avec le propriétaire afin de sécuriser sur une période longue cet investissement.

Ces travaux initialement programmés sur l'année 2020 n'ont pu être réalisés en raison du contexte sanitaire et des problèmes d'effectif rencontrés au 2nd semestre. Il convient de les reporter en 2021.

1.2 Perspectives concernant les opérations réalisées dans le cadre des conventions de délégation GEMAPI

Il est prévu en 2021 de poursuivre les différentes missions engagées dans le cadre des conventions de délégations GEMAPI établies avec chacun des EPCI membres du Symbo, rappelées ci-après :

Concernant l'Item 2 relatif à la gestion des cours d'eau :

GEMAPI

- **RELANCE DU MARCHE D'ENTRETIEN DES COURS D'EAU SUR LES TERRITOIRES DES PAYS DE L'OR ET DE LUNEL**

Un premier marché pluriannuel d'entretien des cours d'eau, couvrant les territoires du Pays de l'Or et du Pays de Lunel, a été lancé en 2020 par le Symbo. Suite à plusieurs procédures judiciaires successives engagées par l'entreprise Philip Frères dans le cadre du processus d'attribution de ce marché, nous avons été contraints de l'annuler. Il convient donc de relancer une nouvelle consultation dès le début d'année 2021. Il est proposé de recourir à une relecture juridique des pièces du marché afin de minimiser le risque de nouveau contentieux à venir. Ce marché, sous forme de bons de commande, permettra au Symbo d'intervenir dans le cadre de ses délégations de l'item 2 (entretien des cours d'eau) sur les années 2021 à 2023.

- **POURSUITE DE L'ACCOMPAGNEMENT ET COORDINATION DE L'ENTRETIEN DES COURS D'EAU SUR LA METROPOLE DE MONTPELLIER ET GRAND PIC SAINT LOUP**

Il s'agira de poursuivre les missions de :

- coordination des procédures de Déclaration d'Intérêt Général pour l'entretien des cours d'eau en cohérence avec les plans de gestion établis par le Symbo,
- assistance à maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'entretien de cours d'eau.

Concernant l'Item 5 relatif à la protection contre les inondations et la mise en œuvre des actions du PAPI par délégation de la CCPL :

- **SURVEILLANCE REGLEMENTAIRE DES DIGUES CLASSEES :**

Au-delà de la surveillance et l'entretien des ouvrages classés de Lunel-Viel et Saint Nazaire de Pézan, l'année 2021 permettra de mettre à jour les Etudes De Danger ainsi que les consignes de surveillance de ces digues en collaboration avec les communes.

- **LANCEMENT DE L'ETUDE DES SYSTEMES D'ENDIGUEMENT DE LA CCPL**

Par délibérations du 28 mars et 12 décembre 2019, la Communauté de Communes du Pays de Lunel a confié au Symbo, par délégation, l'exercice de la mission 5° de la GEMAPI relative à la défense contre les inondations sur son territoire.

Par réperussion, au titre de cette délégation de compétence, le Symbo est tenu de déclarer, conformément au cadre réglementaire, les systèmes d'endiguement (ouvrages relevant de la rubrique 3.2.6.0 du Code de l'Environnement) sur lesquels il engagera sa responsabilité de gestionnaire.

Il est apparu nécessaire d'engager une étude technique, juridique et foncière préalable à la déclaration des systèmes d'endiguement sur ce territoire. Cette étude a pour but de recenser les ouvrages de protection contre les inondations existant, d'en analyser le rôle de protection hydraulique au regard des enjeux protégés, la propriété foncière et la pertinence opérationnelle et juridique à être intégré dans un système d'endiguement. Le comité syndical du 3 juillet 2019 a donné son accord de principe pour lancer cette étude par voie de délégation de la CCPL.

Programmée dans le cadre du PAPI, cette opération bénéficie à ce titre d'un financement de 70% de l'Etat et du Département. Les dernières subventions ont été notifiées courant novembre 2020, il conviendra donc en 2021 de démarrer cette étude pour répondre à nos obligations de mise en conformité réglementaire.

- **LANCEMENT DES MISSIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA SECURISATION DES DIGUES CLASSEES DE LUNEL-VIEL ET SAINT NAZAIRE DE PEZAN**

Les communes de Lunel-Viel et Saint Nazaire de Pézan sont soumises à un risque de débordement du Dardaillon Ouest et du Dardaillon respectivement, pouvant engendrer des inondations significatives au droit des lieux habités. Une partie de leur zone urbanisée est protégée par une digue classée par arrêté préfectoral au titre de la sécurité publique (digue du Dardaillon Ouest à Lunel-Viel, digue du Dardaillon à St Nazaire de Pézan) désormais gérée par le Symbo dans le cadre de sa délégation GEMAPI. L'étude hydraulique globale du bassin versant de l'Or menée dans le cadre du PAPI d'intention a montré la nécessité de sécuriser ces deux ouvrages en optimisant leur fonctionnement hydraulique en vue d'assurer une meilleure protection des populations.

Le comité syndical du 4 décembre 2019 a validé le principe de se porter maître d'ouvrage des études de conception technique et dossiers réglementaires préalables aux travaux de sécurisation de ces deux ouvrages par délégation de la CCPL.

Cette opération est inscrite au PAPI 2019-2024 et bénéficie à ce titre de 80% de subventions, dont les dernières notifications nous ont été adressées début décembre, permettant désormais de lancer ces études en 2021.

Concernant l'Item 8 relatif à la gestion des zones humides et la restauration des écosystèmes aquatiques :

- **FINALISATION DES TRAVAUX DE RESTAURATION DU SALAISON A MAUGUIO**

Les travaux de restauration du Salaison à Mauguio ont débuté au mois de février 2020.

Le LOT N°1 dédié au déboisement et terrassement vient d'être réceptionné à la fin du mois de Novembre 2020.

Le LOT N°2 consacré aux opérations de végétalisation a démarré au mois d'octobre 2020 et devrait être réceptionné dans le courant du 1er trimestre 2021.

- **LANCEMENT D'UN PLAN DE GESTION DES MARAIS DE SAINT-NAZAIRE-DE-PEZAN**

En séance du 29 janvier 2020, le Comité syndical a donné son accord pour la réalisation d'une étude visant à établir un plan de gestion des marais de Saint-Nazaire-de-Pézan. Cette opération s'inscrit dans le cadre des compétences GEMAPI déléguées au Symbo par la CCPL, en réponse aux fortes attentes des élu(e)s locaux qui souhaitent œuvrer dans un cadre cohérent et concerté, et dans la complémentarité de l'étude stratégique des zones humides menée à l'échelle du bassin de l'Or. Ce secteur y est identifié comme prioritaire au regard des fonctions écosystémiques remplies par les zones humides concernées. Une première version du cahier des charges a été soumise durant l'été 2020 à l'Agence de l'eau, laquelle n'a pas encore donné son feu vert pour le dépôt du dossier de demande de subvention, préférant s'assurer au préalable des premiers résultats de l'étude menée à l'échelle du Bassin de l'Or. Les demandes de subvention auprès de la Région et du Département sont en cours.

Le Symbo souhaite pouvoir notifier le marché de cette prestation au début du printemps 2021, période de début des inventaires naturalistes, sans quoi une année sera perdue.

- **POURSUITE DE LA REGULATION DES ESPECES SUSCEPTIBLES D'OCCASIONNER DES DEGATS (ESOD) ET DES ESPECES INVASIVES inféodées aux milieux aquatiques (Zones Humides et cours d'eau) en particulier les ragondins.**

2 Perspectives budgétaires pour 2021

La préparation des éléments budgétaires de 2021 s'inscrit dans un contexte de fortes contraintes s'exerçant durablement sur le budget du Symbo et exacerbé par les répercussions financières de la crise sanitaire liée au COVID19.

Cela fait ainsi plusieurs années que des efforts importants ont été engagés et maintenus pour ne pas augmenter la participation statutaire des membres du Symbo, ce qui a été rendu possible par un effet levier systématiquement recherché par la mobilisation de cofinancements, notamment de l'Agence de l'eau, la Région et de l'Europe (FEDER).

L'année 2021 se heurte toutefois au contexte exceptionnel des répercussions de la crise sanitaire que nous vivons. Face à la situation sans précédent à laquelle nos collectivités doivent faire face dans ce contexte économique bouleversé, le Département de l'Hérault, par courrier du 5 août 2020, nous a demandé ainsi qu'à l'ensemble des structures dont il est membre, de réduire sa participation de 3% aux charges générales de fonctionnement.

Par ailleurs, cette construction budgétaire se heurte également à l'accroissement des incertitudes de cofinancement de l'Europe dont le nouveau programme FEDER 2021-2027 est toujours en construction, et pour lequel 2021 s'annonce déjà comme une année blanche sans financement.

Dans ce contexte, les principaux objectifs poursuivis pourraient être les suivants :

- assurer le respect des engagements souscrits par le Symbo auprès de ses membres et de ses partenaires financiers ;
- permettre la réalisation à moindre coût d'interventions présentant une utilité avérée, voire un caractère indispensable à l'échelle du bassin versant, pour la gestion de l'eau, des milieux aquatiques et des risques naturels associés (sécheresse, inondation) ;
- répondre du mieux possible à la demande de rationalisation visant à un ajustement à la baisse du montant de la contribution du Département;
- poursuivre l'équilibre budgétaire statutaire entre le Département et les Intercommunalité membres.

Il est ainsi proposé que la construction du budget 2021 intègre la nécessaire poursuite des missions du Symbo décrites précédemment au titre du Hors GEMAPI (intéressant toutes les collectivités membres) et une implication renforcée de sa part en lien avec la mise en œuvre de la compétence GEMAPI (mobilisant plus particulièrement les EPCI) dans la lignée de la prise de compétence instaurée en 2020. Ceci, dans le prolongement de l'inscription en 2020 des premiers crédits fléchés GEMAPI, en lien avec les signatures des conventions de délégation avec les EPCI.

2.1 Masse salariale

Les charges de personnel seront maintenues dans le cadre de la poursuite des actions engagées et portées par les 9 agents du Symbo en activité.

Le recrutement d'un nouveau chargé de mission PAPI à compter du 1er janvier 2020 viendra rétablir l'effectif des agents en activité dans le cadre de la mobilité interne de Mme IMBERT-SUCHET sur le poste de Direction par interim, en remplacement de Mr Donnat placé en congé longue maladie.

A noter que le contrat à durée déterminée de Lucille PICARD court jusqu'au mois d'août 2021.

L'année 2021 se démarque toutefois par une augmentation de la masse salariale liée notamment au maintien dans les effectifs du Symbo du Directeur le temps de son congé longue maladie. L'effectif du Symbo passera de façon transitoire de 9 agents en 2020 à 10 agents dont 9 en activité, en 2021.

Des dépenses supplémentaires sont donc à prévoir dans le budget commun liés à la masse salariale par l'effet combiné :

- De la masse salariale liée au poste maintenu du Directeur le temps de son congé maladie,
- Du Contrat à Durée Déterminée pendant 6 mois (poste de modélisateur du fonctionnement de la lagune),
- De l'augmentation inévitable de la masse salariale liées à l'évolution des agents (4 changements d'échelon prévus en 2021) et de fonctionnement.

2.2 Cotisation des membres :

Des efforts importants de rationalisation des différents postes de dépenses ont été engagés ces dernières années et ont permis de maîtriser les dépenses de fonctionnement général de la structure. Ainsi les cotisations des membres du Symbo n'ont été augmentées que de 0,57% en 5 ans, entre 2015 et 2020, et ont été maintenues constantes depuis 2019 malgré l'inflation et l'évolution de la masse salariale.

Au regard des éléments très contraints exposés ci-avant et dans un objectif d'optimisation du budget qui est toujours de rigueur dans nos prévisions, à la demande du Bureau réuni en séance du 10 décembre 2020, il est proposé de maintenir le montant des cotisations des EPCI à l'identique de celui de l'année dernière et de 2019 rappelés ci-après :

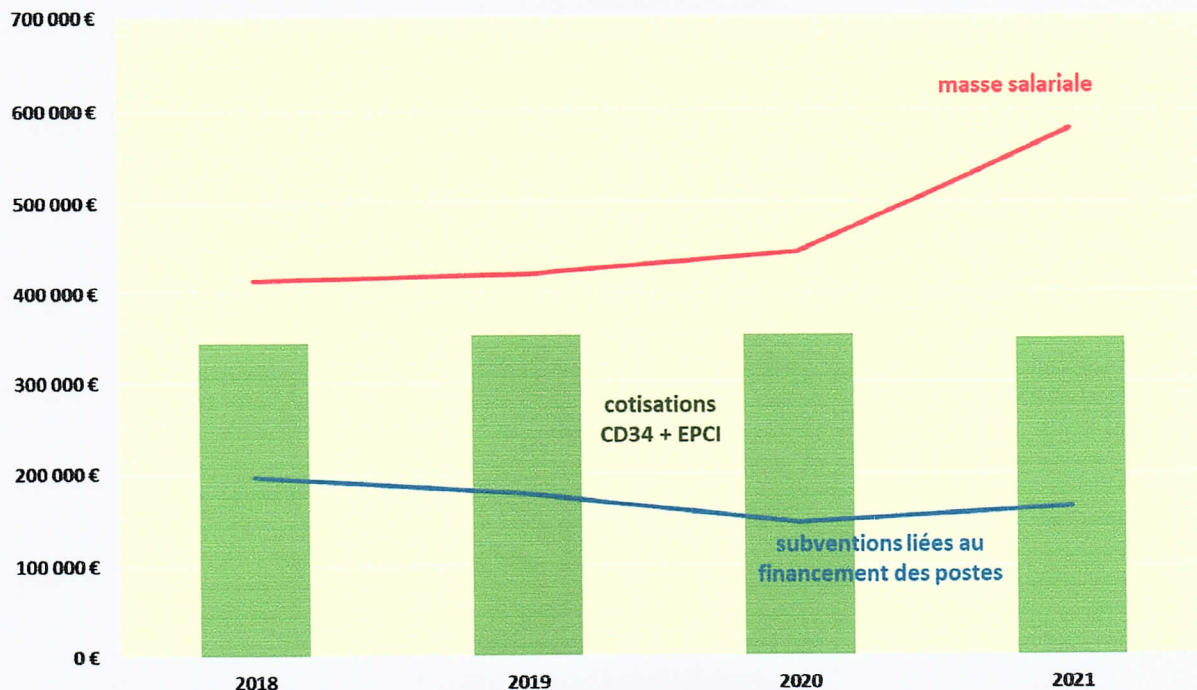
RAPPEL DES COTISATIONS DES MEMBRES DU SYMBO :

Membres	Rappel du montant des cotisations votées au BP2020 et BP2019
Département	176 000 € (150 000€ fonctionnement général / 26 000€ actions portées par le Symbo)
EPCI :	176 000€ pour les EPCI :
3M, POA, CCPL	56 320 € chacun
CCGPSL	7040 €

Sous réserve de parvenir à un équilibre budgétaire entre les recettes et les dépenses, ce qui demande encore à être affiné dans la maquette budgétaire, il en résulterait une proposition de cotisation au BP 2021 du Symbo de :

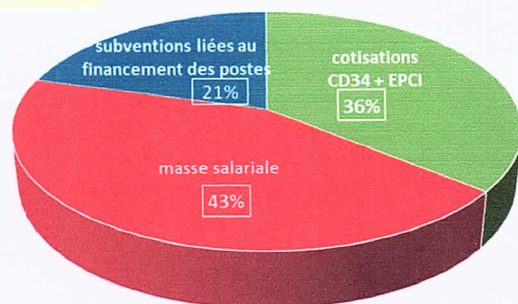
- 171 500 € pour le Département (145 500€ pour le fonctionnement général + 26 000€ actions portées par le Symbo)
- 56 320 € chacun pour 3M, POA et CCPL
- 7040 € pour la CCGPSL

Evolution masse salariale de 2018 à 2021

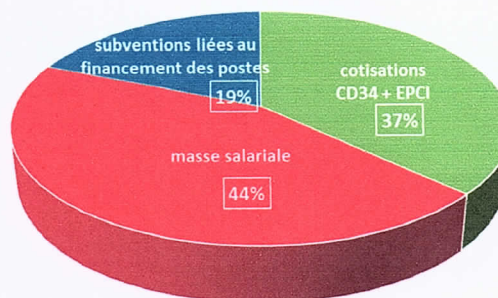


Evolution masse salariale de 2018 à 2021

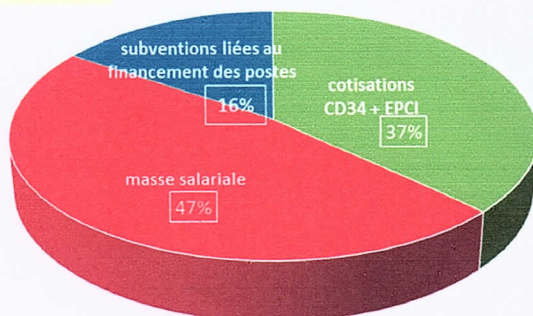
2018



2019



2020



2021

